

Growing Beyond

Entrepreneurs speak out

A call to action for G20 governments

Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011

Réalisé par Ernst & Young pour le Sommet des Jeunes Entrepreneurs du G20, Octobre 2011

Synthèses pays

Argentina

Australia

Brazil

Canada

China

► France

Germany

India

Indonesia

Italy

Japan

Mexico

Russia

Saudi Arabia

South Africa

South Korea

Turkey

United Kingdom

United States

European Union



 **ERNST & YOUNG**
Quality In Everything We Do

France

L'innovation et l'enseignement : deux atouts clés

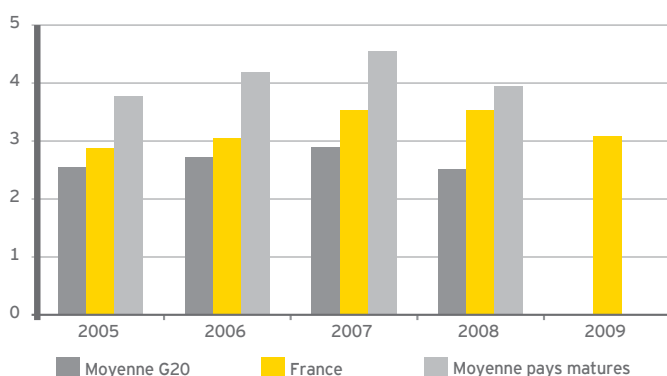
Reconnues comme le plus important moteur de croissance pour la France ; représentant 99,8% des entreprises du pays et 55,2% de la valeur ajoutée totale ; les petites et moyennes entreprises (PME) sont également une source considérable d'emploi. En effet, elles emploient neuf millions de personnes réparties dans plus de 2 millions de sociétés, dont 92% sont considérées comme des micro-entreprises (moins de 10 salariés).¹

Le paysage français est favorable aux entrepreneurs et, jusqu'en 2008, la France est parvenue à augmenter la densité de nouvelles entreprises créées pour 1 000 habitants. La crise économique a marqué un coup d'arrêt à cette dynamique en 2009. Cependant, les indicateurs de mesure d'entrepreneuriat de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)² montrent que le pays retrouve peu à peu son dynamisme.

Notre enquête de perception menée auprès de 1 001 entrepreneurs dans l'ensemble du G20, incluant 50 entrepreneurs français, souligne une forte divergence entre leur faible indice de confiance accordé à la capacité de leur pays à fournir un environnement favorable à l'entrepreneuriat et les perspectives plutôt favorables affichés par les indicateurs macroéconomiques.

Densité de nouvelles entreprises*

La France comparée à la moyenne du G20 et des pays matures



Source : Banque mondiale, données non disponibles pour les USA, la Chine et l'Arabie Saoudite

*nouvelles immatriculations pour 1 000 habitants âgés de 15 à 64 ans

1. European Commission, Small Business Act Fact Sheet France '09

2. OECD (2011), Entrepreneurship at a Glance 2011, OECD Publishing

Facteurs impactant l'environnement entrepreneurial

Forces

- ▶ Large éventail de dispositifs de garantie de crédit
- ▶ Engagement des décideurs politiques à réduire le poids du cadre administratif, juridique et fiscal pesant sur les entrepreneurs
- ▶ Environnement favorisant une croissance fondée sur l'innovation
- ▶ Réseau de business angels développé et dense

Faiblesses

- ▶ Taux d'intérêts élevés des prêts bancaires
- ▶ Cotisations sociales pesant sur la croissance des entrepreneurs
- ▶ Importante peur de l'échec
- ▶ Déficit de financement entre le niveau des investissements financés par capital-risque et les opérations plus significatives financées par les capitaux d'investissement (Private Equity)

Opportunités

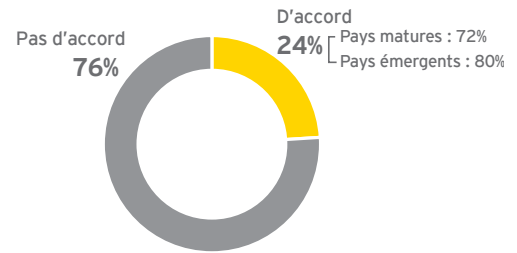
- ▶ Encourager un mouvement des investissements des banques, des assurances et de l'épargne à long terme vers le capital-risque et le capital investissement
- ▶ Développer l'offre de formation (universitaire, ...) de cours spécifiques dédiés à l'entrepreneuriat

Menaces

- ▶ La crise de la dette pourrait réduire les allègements fiscaux et les mesures incitatives en faveur de l'entrepreneuriat

Un esprit d'entreprendre qui n'est pas dans l'ADN du pays

Pensez-vous que la culture de votre pays encourage l'entrepreneuriat ?



Se distinguant au sein du G20, 76% des répondants déclarent que la culture française ne semble pas favorable à l'entrepreneuriat.

Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

76% des répondants pensent que la culture de leur pays ne soutient pas suffisamment l'entrepreneuriat

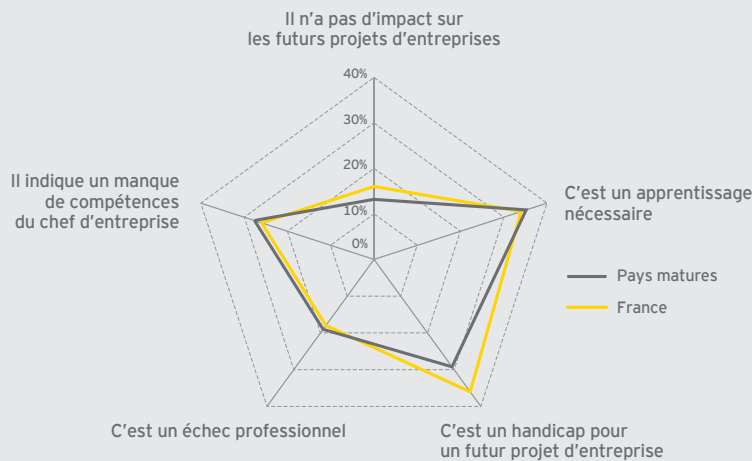
36% des entrepreneurs pensent que le milieu des affaires perçoit l'échec comme un frein majeur pour de futurs projets d'entreprise

Le manque de confiance des entrepreneurs dans l'esprit d'entreprise de leur pays place la France dans une position particulière au sein du G20. En effet, en comparaison, 72% des répondants dans les pays matures du G20 considèrent que la culture de leur pays encourage l'entrepreneuriat ; la défiance des entrepreneurs français est ainsi comparativement très significative.

Cette perception négative peut s'expliquer en partie par la manière dont l'échec ou les faillites sont perçus en France, une attitude qui tend à décourager la prise de risque. Une forte proportion des entrepreneurs interrogés estime que la faillite est considérée par les investisseurs, le milieu des affaires et la société dans son ensemble comme un handicap pour les futurs projets d'entreprise.

Cependant, depuis 2009, nous assistons à un changement positif suscité par la mise en place du statut d'auto-entrepreneur, qui a fortement dynamisé l'esprit d'entreprise. Cette tendance pourrait être encore plus encouragée si les médias mettaient en lumière le rôle joué par les entrepreneurs dans la création de nouveaux emplois. En effet, 78% des entrepreneurs pensent que la promotion de leur rôle dans la création d'emploi aurait un impact significatif sur le développement d'une culture d'entreprendre.

Comment pensez-vous que l'échec est perçu dans votre pays par le milieu des affaires ?



Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

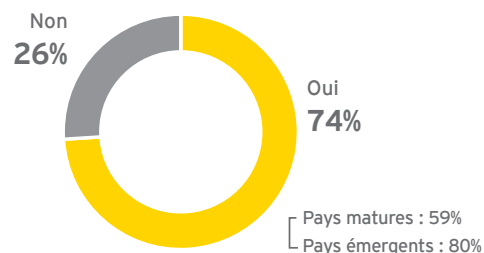
Environnement innovant	France		Moyenne G20	
	2007	Changement 2005-07	2007	Changement 2005-07
Dépenses en R&D (% PIB) 2005-08 ³	2%	-0,08 p.p.	1,5%	+0,14 p.p.
Articles scientifiques et techniques (nombre de publications)	30 740	+1,3%	31 376	+6%
Chercheurs en R&D (par million d'habitants) ⁴	3 496	5,3%	2 340	+0,5%

p.p.: points de pourcentage

3. Moyenne G20 basée sur les 17 pays pour lesquels les données sont disponibles pour 2007
 4. Moyenne G20 basée sur les 13 pays pour lesquels les données sont disponibles pour 2007

Encourager la prise de risque

Pensez-vous que les étudiants aient besoin de suivre une formation spécifique pour devenir entrepreneurs ?



Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

Le rôle de l'éducation est déterminant pour favoriser la croissance d'un écosystème entrepreneurial.

74% des répondants insistent sur la nécessité de formations spécifiques au métier d'entrepreneur

68% des entrepreneurs estiment que les programmes pour les entrepreneurs se sont développés au cours des cinq dernières années dans les universités et dans les écoles de commerce

"Le système éducatif français étouffe la créativité et l'initiative" écrivent O. Torres et A. Eminent.⁵ En effet, la formation d'employés performants y apparaît plus cruciale que l'émergence de futurs entrepreneurs. De ce fait, les diplômés français tendent à valoriser la stabilité professionnelle au détriment de l'esprit d'entreprise.

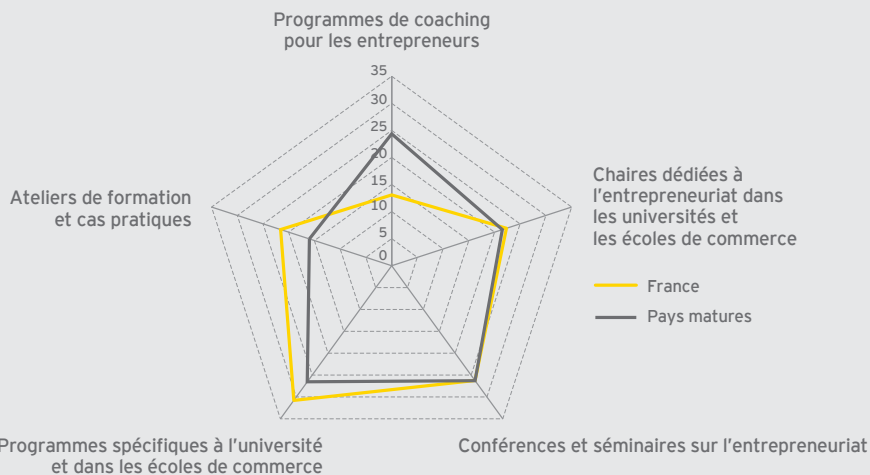
Le rôle de l'éducation est déterminant pour faire évoluer cet état d'esprit et favoriser un écosystème plus favorable à l'entrepreneuriat. En effet, 74% de nos répondants estiment que l'étudiant a besoin de suivre une formation spécifique pour devenir entrepreneur.

Au cours des trois dernières années, la France a jeté les bases permettant un certain épanouissement de l'esprit entrepreneurial. Les universités et les écoles de commerce sont susceptibles d'adopter des initiatives qui encouragent l'esprit d'entreprise des diplômés. Ce changement vers un environnement plus stimulant et plus compétitif souligne une meilleure compréhension de l'impact des entrepreneurs sur l'emploi et la création de valeur. Par exemple, Télécom Paris-Tech a mis en place son propre incubateur pour offrir l'opportunité aux étudiants de développer leur société. Ces cinq dernières années, cet incubateur a soutenu 185 nouvelles entreprises high-tech et créé 1000 nouveaux emplois.

Les universités et les écoles de commerce ont favorisé la création de cursus spécifiques et de sessions de formation dédiées et spécialisées sur l'entrepreneuriat. A cet égard, 68% des entrepreneurs pensent que l'enseignement et les formations dédiés à l'entrepreneuriat se sont améliorés au cours des cinq dernières années en France, plus vite que la moyenne des pays émergents.

Toutefois, au cours des trois dernières années, le niveau des dépenses publiques en matière d'éducation est resté le même, et le nombre de diplômés des cursus de recherche avancée a enregistré une diminution de 11% entre 2005 et 2008.

Amélioration de l'enseignement et de la formation en entrepreneuriat ces 5 dernières années



Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

	France		Moyenne G20	
	2008	Changement 2005-08	2008	Changement 2005-08
Budget de l'éducation, total (% du PIB) 2005-07	5,6	-0,1 p.p.	4,8	+0,3 p.p.
Taux d'inscription dans le secondaire (% brut)	113,2	-0,1 p.p.	95,9	+1,6 p.p.
Taux d'inscription dans le tertiaire (% brut)	54,6	-0,8 p.p.	53,5	+1 p.p.
Programme tertiaire de type A et programmes de recherche (nombre de diplômés) ⁶	412 730	-11%	n.a.	8%

n.a : données non disponibles
p.p.: points de pourcentage

5. Torres, O. and Eminent, A. (2005), Entrepreneurship in France and Worldwide - 2003-4^{ème} édition
6. Moyenne G20 basée sur les 17 pays pour lesquels les données sont disponibles pour 2008

Les prêteurs restent prudents

L'accès au financement reste difficile pour les entrepreneurs français car, d'après notre enquête, les prêteurs durcissent les garanties relatives à l'octroi de leurs fonds et, malgré des indices de confiance positifs des investisseurs, l'ensemble de la chaîne de financement disponible ne satisfait pas la demande des PME.

84% des entrepreneurs français trouvent que l'accès aux financements est difficile pour les jeunes entrepreneurs

79% de progression des investissements en capital-risque entre 2005 et 2010

En France, le ratio entre le volume des prêts aux PME par rapport au PIB est inférieur à la moyenne des pays du G20 (14,1%) ou à la moyenne des pays matures du G20 (19,3 %). Le rapport lancé en 2009 par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) intitulé l'impact de la crise mondiale sur le financement des PME a montré un durcissement des conditions d'accès aux crédits pour les PME françaises en 2008. Pour enrayer cette tendance, le gouvernement a essayé de compenser le niveau de risque élevé des prêts aux PME par la mise en place de médiation de crédit et en raccourcissant les délais de paiement.⁷ De plus, OSEO a soutenu plus de 80 000 entrepreneurs en 2010 en garantissant des prêts à hauteur de 10Md€.

Du côté des investisseurs, les entrepreneurs français peuvent trouver des opportunités en phases de démarrage et de développement au travers des instruments de capital-investissement. Les chiffres français montrent un niveau d'activité de capital-risque encourageant, soutenu principalement par des allègements fiscaux. La progression du nombre de réseau de business angels ces cinq dernières années témoigne d'une maturité croissante de cet outil de financement. Cette évolution favorable est confirmée par le montant total investi en phase de développement en 2010 : 59 M€, contre 15 M€ en 2005.⁸

Cependant, la forte croissance de 79% des investissements de capital-risque (VC) ; dont l'investissement en capital développement est en augmentation de 146% selon l'association française des investisseurs en capital ;

rencontre peu d'écho dans la perception des entrepreneurs. Ces derniers, en effet, ne trouvent pas que l'accès à cet instrument financier se soit amélioré au cours des cinq dernières années. Ce pessimisme peut refléter les difficultés éprouvées par les nouvelles entreprises lorsqu'elles cherchent à financer leur démarrage.

Le marché Alternext créé en 2005 pour les PME de la zone euro affiche une hausse impressionnante des volumes de titres échangés (de US\$210M en 2005 à US\$1 368M en 2010). Il fournit aux entrepreneurs français - qui représentent 90 % des volumes négociés sur le marché - une plateforme très prometteuse pour l'accès aux financements, même si, globalement, les volumes négociés restent limités comparativement à la moyenne du G20.

	France		Baromètre de perception 2005-10	G20 average		Baromètre de perception 2005-10
	2010	Changement 2005-10		2010	Changement 2005-10	
Business angels (nombre de réseaux) ⁹	80	+111%	+	n.a.	+48%	+
Capital-risque (US\$M) (Venture Capital)	1 348	+79%	-	n.a.	+17%	+
Prêts bancaires pour les PME (% du PIB) ¹⁰	10,6%	n.a.	-	14,1%	n.a.	+
Capital-investissement (US\$M) (Private Equity)	9 302	-22%	-	n.a.	-22%	+
Marché des entreprises de petite et moyenne capitalisation (nombre de sociétés cotées) ¹¹	155	+24%	-	n.a.	+32%	+
Introductions en bourse sur le principal marché boursier (nombre d'opérations)	4	-83%	-	n.a.	+12%	+
Introductions en bourse sur le marché des entreprises de petite et moyenne capitalisation (nombre d'opérations)	5	-85%	-	n.a.	-33%	-

n.a : Data not available

7. Source : OSEO rapport annuel 2010

8. Source : EBAN Statistics compendium 2005 & 2010

9. La moyenne du G20 est calculée sur la base des sept pays pour lesquels les données sont disponibles via The European Trade Association for Business Angels (EBAN)

10. La moyenne du G20 est calculée sur la base des quatorze pays pour lesquels les données sont disponibles

11. NYSE Euronext-Alternext. La France représente 90% des actions

Un environnement favorable en dépit de charge sociales élevées

Globalement, la France propose aux entrepreneurs un cadre juridique, fiscal et réglementaire favorable pour les entrepreneurs. Néanmoins, en France, les taux des cotisations sociales sont parmi les plus élevés du G20, ce qui pose des difficultés aux entrepreneurs ayant une forte croissance.

82%

des répondants pensent des mesures en faveur de l'innovation qu'elles bénéficieront à la croissance à long terme des entrepreneurs dans les trois années à venir

70%

pensent qu'une flexibilité accrue du marché du travail aurait une incidence positive sur la croissance à long terme des entrepreneurs

Au cours des cinq dernières années, l'administration française a pris en compte l'impact sur les entreprises que représente un cadre réglementaire trop contraignant. L'indicateur du nombre moyen de procédures requises pour démarrer une entreprise montre la volonté des pouvoirs publics de diminuer les interactions nécessaires avec l'administration pour formaliser une société. Le guichet unique français, qui allège les formalités d'immatriculation, est devenu l'une des mesures les plus populaires parmi les réformes facilitant la création d'entreprise.

Cependant, même si les cotisations sociales des entrepreneurs ont fortement diminué au cours des cinq dernières années, leur

pourcentage rapporté au PIB reste en France le plus élevé de la zone euro¹². De plus, le système français s'appuie sur un éventail de taxes sur le capital qui fait de la France le pays où les taux d'imposition sur le capital sont les plus élevés, parmi les pays matures. Ces deux contraintes font que les entrepreneurs français sont moins désireux de recruter et adoptent une stratégie de croissance visant à mieux optimiser leur fiscalité. Ce comportement est bien illustré par les deux chiffres suivants : 70% des entrepreneurs français que nous avons interrogés estiment qu'une plus grande flexibilité de l'emploi aurait une incidence élevée sur la croissance de leur entreprise à long terme ; 54% des répondants pensent

que la rigidité du marché du travail s'est fortement ou modérément dégradée au cours des cinq dernières années.

Dans le domaine des mesures d'incitations à l'innovation, les entrepreneurs français bénéficient de l'un des meilleurs systèmes de crédit d'impôt pour la recherche des pays du G20. Le Crédit Impôt Recherche (CIR) est un allègement fiscal pour les entreprises, offrant un crédit d'impôt de 30% des dépenses de R&D jusqu'à 100 M€, et de 5% au-delà. La France fournit ainsi le taux de subvention fiscale en R&D le plus élevé parmi les pays du G20. En 2009, 9 950 PME ont bénéficié de cette mesure pour un montant total de 1,4 Md€¹³.

	Baromètre de perception 2005-10			France		Moyenne G20	
	France	G20		2010	Changement 2005-10	2010	Changement 2005-10
Incitations à l'innovation	+	+	Taux de subvention pour 1USD de R&D, en faveur des PME, 2008 ¹⁴	0,425	<i>n.a.</i>	0,148	<i>n.a.</i>
Incitations fiscales	-	+	Incitation à la création d'entreprise (% du PIB) 2005-2008	0,03	+0,03 p.p.	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>
Création d'entreprise	+	+	Nombre de procédures nécessaires à la création d'une entreprise	5	0	7,7	-1,4
			Nombre de jours nécessaires à la création d'une entreprise	7	0	22,3	-18,1
			Coût pour créer une entreprise (% revenu par habitant)	0,9	-0,3 p.p.	10,6	-9,8 p.p.
Protection de la propriété intellectuelle	+	+	Nombre de brevets déposés 2005-09 ¹⁵	16 104	-6,8%	126 375	+9,6%
Réglementations	-	+	Temps passé dans les relations avec l'administration fiscale (nombre d'heures par an)	132	0	367,1	+10,1%
Flexibilité du marché du travail	-	+	Coût à l'embauche	0,14	<i>n.a.</i>	0,3	<i>n.a.</i>
			Période de préavis de licenciement	7,2	<i>n.a.</i>	5	<i>n.a.</i>
			Coût des indemnités de licenciement	4,6	<i>n.a.</i>	12,2	<i>n.a.</i>

n.a : Data not available
p.p.: points de pourcentage

12. EU Commission: Taxation trends in the European Union 2010

13. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : Rapport Annuel 2009 sur le Crédit Impôt recherche (CIR)

14. Moyenne du G20 basée sur les 17 pays pour lesquels les données sont disponibles pour 2007

15. La moyenne du G20 2005-2009 est basée sur les 12 pays et l'office européen des brevets pour lesquels les données sont disponibles

Des améliorations, mais une collaboration encore insuffisante

Bien que les entrepreneurs aient le sentiment que le soutien se soit amélioré ces cinq dernières années, 78% d'entre eux regrettent une coordination et une collaboration encore insuffisante entre gouvernement, associations et système éducatif.

66%

des entrepreneurs français regrettent l'absence de soutien adapté pour les jeunes entrepreneurs

78%

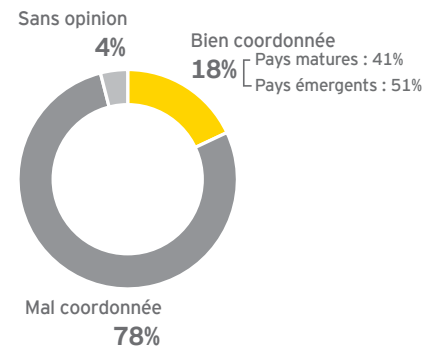
des répondants soulignent le manque de coordination entre les différents programmes de soutiens aux entrepreneurs

Les réponses des entrepreneurs indiquent qu'au cours des cinq dernières années, le soutien fourni par les agences gouvernementales et les chambres de commerce n'a pas progressé de manière significative. Cela peut expliquer la faiblesse des investissements des PME françaises à l'étranger par rapport aux autres pays de l'Union Européenne, comme l'indique l'enquête de l'Union Européenne menée en 2008.¹⁶ Dans les trois prochaines années, pour encourager l'expansion sur les marchés étrangers des PME à forte croissance, les chambres de commerce et les agences gouvernementales doivent leur fournir une aide spécifique pour développer leur connaissance des marchés étrangers, les assister dans l'identification

des contacts clefs, favoriser l'échange de bonnes pratiques avec des entrepreneurs français déjà implantés et améliorer leur compétence managériale. Ces initiatives aideront les entrepreneurs à réduire les risques et le coût de leur croissance à l'étranger.

Cette situation pourrait être améliorée en favorisant l'émergence de programmes de tutorat, d'incubateurs et de clubs et associations d'entrepreneurs. Ces trois outils sont perçus comme ayant le plus progressé au cours des cinq dernières années et comme ayant le plus fort potentiel à l'avenir.

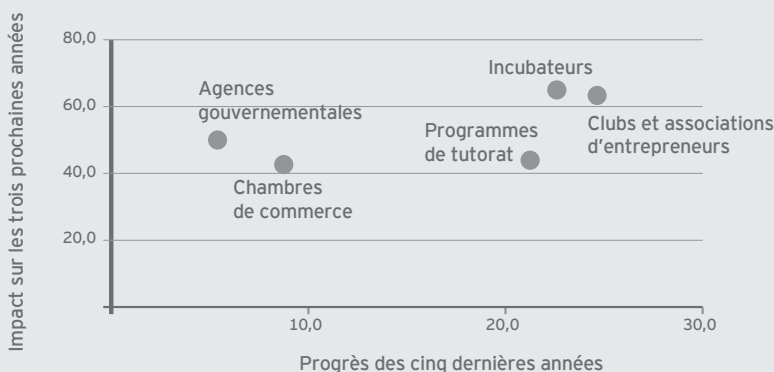
Comment évalueriez-vous la coordination entre gouvernement, associations et système éducatif dans votre pays ?



Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

Coordination entre les programmes de soutien aux entrepreneurs

Perception des entrepreneurs sur les progrès réalisés et les supports les plus décisifs dans le futur

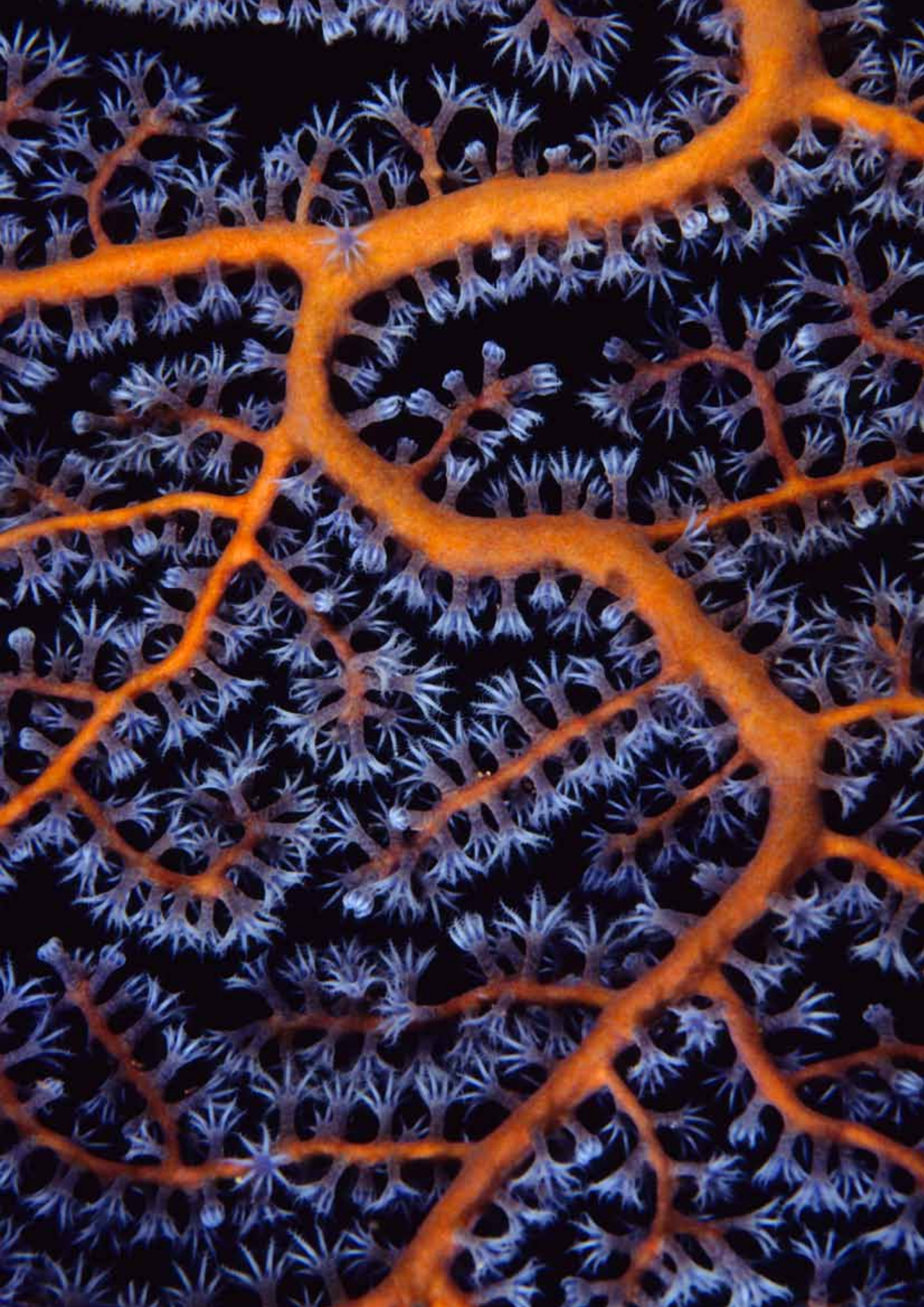


Source: Baromètre de l'entrepreneuriat, Nice Côte d'Azur 2011, réalisé par Ernst & Young

16. European Commission ; Internationalisation of European SMEs , 2010
Résultat pondéré sur l'ensemble des PME exportant hors de l'Union Européenne

Sélection de bonnes pratiques gouvernementales

		Principal domaine d'application
Fonds Commun de Placement dans l'Innovation (FCPI)		
Les FCPI ont été créés en 1997 pour orienter l'épargne des particuliers vers les nouvelles entreprises innovantes, en contrepartie d'avantages fiscaux. Les FCPI se spécialisent dans le capital-risque (financement de start-up et entreprises innovantes), sachant que les entreprises innovantes européennes doivent constituer au moins 60% de leurs actifs.	1997	Accès au financement
OSEO		
Créé en 2005, l'un des objectifs d'OSEO est de faciliter l'accès des entrepreneurs aux crédits. En 2010, OSEO a soutenu plus de 80 000 entrepreneurs en garantissant environ 10 Mds€ de prêts.	2005	Accès au financement
Programme NACRE		
Le Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la Caisse des Dépôts et Consignations ont mis en place le programme NACRE (Nouvel Accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprises) pour assister les demandeurs d'emploi et les personnes recevant des avantages sociaux, à la création ou la reprise d'entreprise, dans les trois premières années du projet. Il fournit également des prêts à taux zéro ainsi que le soutien d'experts.	2009	Coordination des mesures de soutien
Statut d'auto-entrepreneur		
Le statut d'auto-entrepreneur a été créé pour ceux souhaitant se constituer en entreprise individuelle ou reprendre une entreprise. Cette mesure, introduite en janvier 2009, a été mise en œuvre par le secrétaire d'État en charge des entreprises, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services. Une entreprise est enregistrée en renseignant un document - une simple déclaration à la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat ou à l'URSSAF via internet. L'entrepreneur n'a pas besoin de s'enregistrer au registre du commerce ou au registre des sociétés.	2009	Réglementation et fiscalité
Crédit d'Impôt Recherche		
Le crédit d'impôt recherche est une mesure d'allégement fiscal basée sur les dépenses de R&D engagées par des sociétés exerçant en France. Cette incitation soutient les efforts de R&D des sociétés et augmente leur compétitivité en offrant un crédit d'impôt de 30% pour les premiers 100 M€ de dépenses en R&D et 5% au-delà. À la suite de la crise économique, un remboursement immédiat (au lieu de la période d'attente de trois ans) de tous les crédits inutilisés a été appliqué sous forme de mesure temporaire.	2008	Réglementation et fiscalité
Système de guichet unique en ligne pour l'immatriculation des entreprises		
Le système du guichet unique en ligne pour l'immatriculation des entreprises fournit aux entrepreneurs en activité et aux nouveaux entrepreneurs des informations améliorées et des procédures d'installation plus rapides.	2010	Réglementation et fiscalité



Ernst & Young

Assurance | Tax | Transactions | Advisory

About Ernst & Young

Ernst & Young est un des leaders mondiaux de l'audit et du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, nos 152 000 professionnels associent nos fortes valeurs communes à un ferme engagement pour la qualité. Nous faisons la différence en aidant nos collaborateurs, nos clients et tous nos interlocuteurs à réaliser leur potentiel.

Ernst & Young désigne les membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients.

Retrouvez plus d'informations sur notre organisation : www.ey.com

© 2011 EYGM Limited.
All Rights Reserved.

Contact

Jean-Pierre Letartre

France, Luxembourg Managing Partner

Tél. : +33 1 46 93 56 93

Email. : jean-pierre.letartre@fr.ey.com

Emmanuelle Raveau

France Communications

Tél. : +33 1 46 93 83 68

E-mail : emmanuelle.raveau@fr.ey.com

Grégory Gruz

EMEIA Marketing

Tél.: +33 1 46 93 70 39

E-mail : gregory.gruz@fr.ey.com